

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés unissez-vous !

Le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

MARDI 24 OCTOBRE 1978 - N°775

Commission paritaire N°56 942 Tel. 636.73.76

2, 00 F.

Série de grèves cette semaine

Le mécontentement grandit



Débats, discussions... le ras l'bol s'accumule ; la question se pose de la lutte

● journées d'action dans
les PTT ● les marins en
grève illimitée ● les
dockers prêts à la lutte

Sur le plan «social», la semaine qui débute va être particulièrement chargée.

● Les marins sont en grève illimitée, les dockers en grève de 24 heures menacent de se fâcher sérieusement.

● Dans les postes, une série de journées d'action débute à partir du 24. A tour de rôle, les différents services (centres de tri, bureaux-gares, préposés, service général...) sont appelés à faire 24 heures de grève.

● Le personnel communal sera lui aussi appelé à la grève et à manifester demain par la CGT et la CFDT.

D'autre part, une certaine tension continue à régner dans la sidérurgie, dans la réparation navale et à la SNCF où les revendications qui avaient motivé les mouvements de grève récents ne sont toujours pas satisfaites.

Tous ces mouvements indiquent nettement que la colère ouvrière s'est accumulée contre la politique d'austérité du gouvernement Barre. Au centre de tous ces mouvements, d'abord l'emploi, ensuite les salaires.

Si l'on ne peut exclure en arrière plan certaines manœuvres de la direction CGT pour mettre Edmond Maire et ses «recentreurs» en difficulté, il n'en reste pas moins qu'il y a un très grand mécontentement parmi les travailleurs, qu'il est temps de passer à la lutte pour l'emploi et les salaires.

Appel aux forces progressistes

du Comité Central du
Front Populaire de Libération
de l'Erythrée

(Lire en page 4)

«Légitime défense»

UNE VICTIME DE 8 ANS

Dans la nuit de vendredi à samedi dernier, un garagiste de Courtenay, M. Golissot, croyant surprendre un cambrioleur dans sa cuisine, prend son fusil et tire. Il vient de tuer son fils Stéphane, âgé de 8 ans, qui était descendu prendre une bouteille de jus de fruit. Une victime de plus de la psychose d'insécurité sciemment entretenue par la bourgeoisie, à grand renfort de campagnes sur la violence. Au même moment, l'association Légitime Défense tenait son assemblée générale. Son président, François Romerio, n'a pas été ému par cette affaire tragique qui, pour lui, n'est qu'un «accident».

(Lire en page 8)

Dernière minute : Sadate refuse, dans sa forme actuelle, l'accord négocié à Washington, entre l'Egypte et Israël.

La faillite du petit écran

La télévision doit faire face à une baisse d'écoute de 12,5 %. C'est un des chiffres cités par le député RPR Le Tac un des rapporteurs d'une commission sur la situation de la télévision. A ce constat sur la qualité fort médiocre des programmes, il en adjoint un autre sur les finances des trois sociétés de production et sur le déficit de la Société Française de Production (SFP). Le rapport en arrive à la conclusion que la grande réforme qui devait entraîner la disparition de l'ORTF en 1974 au profit des trois sociétés est à ce point un échec qu'il est légitime de se demander si les choses ne marchaient pas moins mal autrefois. Le rapport donnera lieu à un débat important jeudi à l'Assemblée.

(Lire en page 3)

Le peuple iranien brave la loi martiale

Défiant la loi martiale, des dizaines de milliers d'Iraniens ont manifesté dans plusieurs villes du pays. La police a tiré, tuant ou blessant de nombreux manifestants. La raffinerie d'Abadan est paralysée par la grève depuis trois semaines. Dans cette situation, où le peuple iranien ne se laisse pas désarmer, le Shah manœuvre en recul, annonçant une amnistie pour les prisonniers politiques, au moment même où il déchaîne la répression.

(Lire en page 8)

Lire en page 5,

l'interview de Victor Fainberg

Tribune de discussion pour le 3^e Congrès du Parti Communiste Révolutionnaire m-l



La tribune de discussion pour le 3^e Congrès du PCR ml est ouverte aux organisations du Parti, à ses sympathisants et ses amis. Dans ce cadre, les nombreuses contributions qui sont attendues pourront être publiées selon l'ordre et l'intérêt de la discussion. Le camarade Jacques Wandier, membre du Comité central et chargé par lui de cette tâche, répondra chaque fois que cela sera utile à ces contributions pour éclaircir le sens des modifications dans le projet et éventuellement, les développer.

A propos du développement capitaliste à la campagne

Je voudrais profiter de la tribune de discussion pour analyser un certain nombre de questions concernant le développement capitaliste de l'agriculture et plus précisément ce qui touche à la question foncière. Le projet de programme me paraît, à cet égard, très succinct et je souhaiterais que cette lettre contribue à l'approfondissement dans tout le Parti de la réflexion sur ce sujet.

Aborder le développement capitaliste de l'agriculture à travers la question foncière permet d'aller de suite au cœur du problème, à savoir : quel est le moteur du développement ? De l'affrontement de quelles forces économiques et sociales résulte-t-il ? Analyser qui s'accapare la rente foncière permet de déterminer le type de développement agricole que promeut l'impérialisme français.

Pour simplifier, on peut avancer que deux forces capitalistes s'affrontent pour récupérer la rente foncière :

— l'une, la propriété foncière, est formée aussi bien des gros propriétaires fonciers qui se sont appropriés les terres en particulier au lendemain de la Révolution française, que de la multitude des petits propriétaires exploitants en activité ou à la retraite ;

ce sont eux qui bénéficient de la rente foncière.

— L'autre, le capital financier, dont le Crédit Agricole est le principal agent, mais qui agit aussi au travers des firmes agrolimentaires, marchands de matériel, etc. cherche à récupérer la rente en intensifiant et en accumulant le capital dans l'agriculture, c'est-à-dire en augmentant la part du capital investi sur une même terre et en augmentant la productivité.

Ces deux forces s'affrontent depuis qu'existe le monopole de la propriété privée de la terre. Cependant, l'affrontement a pris, ces dernières années, une vigueur qui provient de l'offensive menée par le capital financier, à travers la mécanisation et le financement des exploitations. Cette offensive de grande ampleur correspond à la nécessité pour l'impérialisme français, dans le contexte de crise économique mondiale, d'impulser une politique agricole de forte productivité tournée vers l'exportation.

La pierre de touche de cette politique, c'est l'abaissement de la valeur de la marchandise agricole et donc l'augmentation de la productivité. La mise en œuvre de cette politique signifie deux choses :

— la ruine des producteurs les plus faibles, qui n'ont pas les

moyens d'augmenter leur productivité (manque de machines, exploitations dont les coûts de production sont trop élevés, où le travail est trop important) et qui, de ce fait, ne peuvent encaisser la baisse du prix de leurs produits. Ce sont eux, propriétaires ou fermiers, qui sont chassés de leur métier : ils produisent, en effet, des marchandises qu'ils devraient vendre à un prix plus élevé que celui du marché pour que leur travail soit rémunéré. Or, ils n'arrivent même pas à rémunérer leur capital d'exploitation et disparaissent en tant que producteurs. Pour ceux qui sont propriétaires, (à condition qu'ils ne soient pas endettés au Crédit agricole), le fait de ne pas payer une rente leur permet de mieux résister c'est le fait essentiellement de paysans âgés.

Cette érosion du prix des produits est une tendance générale qui subit parfois des à-coups beaucoup plus forts. L'arrivée massive sur le marché français de produits d'une région où les coûts de production sont beaucoup plus faibles provoque une baisse violente du prix de ces produits : c'est le cas de la viticulture ou des fruits et légumes. Cela provoque, en général, une montée des luttes dans le secteur concerné.

Cette politique signifie aussi l'abandon des terres les moins productives et la désertification de régions entières au profit d'une concentration de la production dans les régions les plus favorisées. C'est le cas du lait actuellement où la restructuration qui est en train de s'opérer, tend à abandonner certaines régions en tant que bassin laitier (Poitou-Charentes par exemple), afin de concentrer la production dans d'autres bassins (Bretagne par exemple) ; à l'intérieur de ces régions « élues », la concentration de la production signifie l'élimination des petits producteurs et la concentration dans des exploitations de plus en plus productives.

Dans les régions abandonnées par ces productions, la désertification agricole et humaine n'entraîne pas pour autant un abandon par le capitalisme. Il peut même y réaliser des investissements juteux, soit dans d'autres productions agricoles après une modification des structures d'exploitation (entreprises plus grandes, capitalisation accrue), soit sous forme de forêts de résineux, de tourisme, d'urbanisation, etc.

Dans les régions « élues », la lutte pour l'accaparement des terres les plus productives est acharnée. Pour maintenir leurs

profits, les propriétaires fonciers sont obligés d'agrandir leurs exploitations toujours plus et donc de chasser fermiers et petits propriétaires. L'alliance séculaire autour de l'appropriation privée de la terre entre petits et gros propriétaires fonciers sur la récupération de la rente foncière se trouve battue en brèche. Dans ces régions également, le Crédit agricole accentue sa pression en proposant une étape nouvelle, celle des plans de développement. Il choisit ainsi de développer un certain nombre d'entreprises hautement productives dans certaines productions, entreprises qui seront le « fer de lance » d'une agriculture compétitive tournée vers l'exportation, en laissant de côté le gros des exploitations, en refusant de les financer.

Chassé par le propriétaire qui doit s'agrandir ou chassés parce que le Crédit agricole ne veut plus le financer ou que la firme lui réclame « des dettes pour salaire », le paysan pauvre et sa famille, propriétaire ou fermier, est la victime de cette lutte pour l'accaparement de la rente foncière. Son intérêt, en tant que producteur, est ainsi lié à celui de la classe ouvrière.

N.C.
Cellule TOULOUSE

● LES MARINS EN GREVE ILLIMITÉE

● LES DOCKERS EN GREVE DE 24 H LUNDI

La mer est calme depuis vendredi dernier : tous les marins des bateaux fran-

çais sont en grève illimitée. L'action qui a débuté il y a près de deux semaines

s'est donc durcie devant le refus du ministre Le Theule d'ouvrir les négociations. Dans un premier temps, les fédérations syndicales de marins avaient appelé à un mouvement tournant pour les équipages à chaque fois qu'ils touchaient un port français. On est passé à un cran supérieur en décidant la grève illimitée. Aucun mouvement ne se fait, même pas avec la Corse. Rappelons l'objet de cette lutte des travailleurs de la mer : les armateurs veulent embarquer des équipages composés de marins du tiers-monde dans des conditions à peine croyables au 20^e siècle : salaire entre 200 et 500 F, aucune protection d'aucune sorte ; pas de sécurité sociale, aucun avantage, à disposition complète pour des journées de travail interminables... l'esclavage quoi. De cette façon, les arma-

teurs font un double coup : embauche de main d'œuvre bon marché et mise au chômage des marins français. Contre cela, les marins ont vivement réagi, il ne sont pas tombés dans le piège du chauvinisme qu'on leur tendait, ils réclament le même statut pour tous les marins embarqués.

Par ailleurs, les dockers de tous les ports français étaient en grève lundi pour 24 h à l'appel du tout puissant syndicat CGT des ports et docks. Les travailleurs des ports veulent ainsi protester contre le fait que les patrons ont refusé de réunir la commission paritaire qui devait réviser les salaires et classifications le 19 octobre.

Calme plat donc dans les ports français également. Les travailleurs de la mer sont en grève.



Ils étaient 5 000 travailleurs de la réparation navale à « être montés » à Paris vendredi. De Marseille, de la Ciotat, de la Seyne ; mais aussi de St Nazaire, Nantes, Brest, Dunkerque... Les fédérations syndicales les avaient appelés (on se demande bien pourquoi) à se rassembler à l'Opéra.

● Renault : 72 F par an contre l'absentéisme

La Régie Renault vient de faire une trouvaille pour inciter les ouvriers à être moins souvent absents : les Unités Pratiques d'Atelier, au centre d'une trentaine d'autres mesures. Les UPA, qu'est-ce que c'est ? Chaque fois qu'un travailleur manuel aura totalisé 225 jours de travail effectif en atelier, il recevra une UPA, d'une valeur de 72 F. Autant dire qu'on ne peut guère espérer en avoir qu'une par an. Consultés par les syndicats, en particulier à Billancourt, les OS ont très massivement refusé ces UPA.

● CGT : pas de mot d'ordre de grève nationale pour le 15 novembre

Dans une interview au Monde, Georges Séguy précise qu'il n'y aura pas de mot d'ordre de grève nationale le 15 novembre, comme cela avait été initialement prévu, même si des fédérations donnent un mot d'ordre de 24 heures. Le refus catégorique de la CFDT de s'associer à cette initiative CGT n'est sans doute pour rien dans cette mise au point de Séguy.

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J
CCP N° 23 132 48 F - Paris
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

De Guiringaud en sursis de gouvernement

MANOEUVRE POUR PRÉPARER LA SUCCESSION DE BARRE

● Partira, partira pas ? La question est posée à propos de Louis de Guiringaud après ses retentissantes déclarations sur le Liban. En fait, il y a de bonnes chances pour que le ministre des Affaires étrangères soit remplacé d'ici quelques mois, en décembre peut-être. Son départ ne serait d'ailleurs pas fortuit, puisqu'il poserait de facto la question de savoir qui sera le successeur de Barre et quand.

Trois raisons expliquent ce probable départ de Guiringaud. Tout d'abord, la fonction même de ministre des Affaires étrangères d'un impérialisme secondaire comme la France est particulièrement usante ; ministre depuis 1974, de Guiringaud a été amené à être le porte-parole d'un certain nombre de positions louvoyantes qui ne lui permettent pas d'acquiescer une stature internationale. Un homme neuf donnerait — l'espace d'un temps — l'illusion d'une politique neuve. Ensuite, de Guiringaud a été mêlé à quelques affaires qui nuisent au gouvernement :

outre le Liban, il faut se rappeler que c'est lui qui a porté le chapeau dans l'affaire du vote des Français de l'étranger. En tant que ministre des Affaires étrangères, c'est en effet lui et ses services qui ont organisé, et fait transiter, tous ces bulletins de vote acquis dans des conditions douteuses. Troisième raison qui motive son départ : il a un remplaçant tout désigné, en la personne de Jean-François Poncet, ancien secrétaire général de l'Elysée. Issu d'une dynastie de diplomates, ce Poncet est un des personnages clés de la stratégie giscardienne. De-

puis 1974, Giscard s'emploie à le mettre sur orbite : d'abord en le familiarisant avec les affaires du pouvoir, à l'Elysée, ensuite en lui confiant des missions d'ouverture envers la gauche. Il faut signaler que Poncet est le seul Giscardien (non membre de l'UDF) qui soit président d'un conseil général à majorité de gauche. Il a en effet été élu dans le Lot et Garonne avec les voix des radicaux de gauche.

La personnalité même de Poncet amène à dépasser le cas de Guiringaud et à aborder celui de Barre. En lui envoyant une lettre fixant des objectifs pour une période de 6 mois, Giscard a confirmé son Premier ministre jusqu'en avril. Mais après ? Jusqu'à quand l'homme le plus impopulaire de France pourra-t-il rester sans risquer de nuire aux ambi-

tions de Giscard pour 1981 ? Nul ne le sait. Mais ce qu'on sait avec certitudes, c'est que les successeurs potentiels sont déjà dans la place. Pendant un temps, il a été question de Monory ; celui-ci est maintenant discrédité, et la petite guerre de l'essence en août (la baisse fantôme) ressemble fort à une manœuvre de Barre pour éliminer un rival dangereux. Restent deux candidats : Jean-François Deniau, qui occupe le même poste (ministre du Commerce extérieur) que Barre dans le gouvernement Chirac, et... Poncet, qui doit pour cela entrer au gouvernement.

Tout ce passe un peu comme au billard : pour que la boule Poncet puisse atteindre la boule Barre, il faut dégager la boule de Guiringaud.

Tout porte à croire que ce sera bientôt fait.

Le comité directeur du PS divisé sur l'Europe

● Le comité directeur du PS s'est réuni le week-end dernier. Outre la décision de déposer prochainement un nouveau projet de loi sur les radios locales, et l'adoption du projet de règlement intérieur qui sera présenté à la convention nationale du 25 novembre, les dirigeants du PS ont longuement discuté du Manifeste socialiste pour l'élection européenne.

Ce manifeste affirme que l'Europe, est « la dimension indispensable pour devenir un acteur de changement sur la scène mondiale ». Selon le PS en effet, « La place de la France ne peut être celle du retour à un nouvel isolement ».

Le PS risque quelques propositions pour atténuer les aspects les plus dangereux pour l'impérialisme français de la construction européenne. Par exemple un contrôle des mouvements de capitaux et des transferts de profits au sein des multinationales. Le manifeste envisage aussi pour défendre les productions du capitalisme français un refus de facilités d'impôts aux entreprises faisant travailler à bas prix des travailleurs appar-

tenant à des pays fascistes.

Une controverse s'est ensuite instaurée au sein du comité directeur entre le CERES et la majorité du PS. Chevènement et ses amis exigeaient qu'il soit stipulé que le PS « rejette toute orientation générale de l'Europe telle qu'elle apparaît dans le projet de fonds monétaire européen actuellement envisagé à la suite des accords de Brème ». Le député de Belfort n'a pu obtenir satisfaction sur ce point ; en revanche il figure dans le texte, suite à l'intervention de la majorité, que le PS cherchera à promouvoir « tout renforcement de la coopération monétaire avec des régies de solidarité communautaire qui permettraient de limiter les conséquences du désordre monétaire actuel ».

Le CERES n'a pas obtenu davantage satisfaction dans son exigence que soit supprimé un paragraphe du texte évoquant les rapprochements entre le PS et les neuf partis sociaux démocrates de l'Europe. Chevènement et ses amis ont annoncé qu'ils présenteront finalement leur propre texte à la convention nationale du PS sur l'Europe.

François MARCHADIER

Nouvelle formule de l'Humanité

UN MEILLEUR SUPPORT PUBLICITAIRE

● Mardi matin, une nouvelle fois, L'Humanité change de formule. La dernière modification du style du journal du PCF est intervenue en mai 77, sans que cela ait modifié en rien l'intérêt que les militants de ce parti portent à leur journal. Moins d'un militant du PCF sur trois achète L'Humanité chaque jour.

Le nouveau changement de formule apparaît dicté par deux considérations. D'une part, il s'agit de revitaliser un journal qui, à sa manière, ressent fortement le contrecoup de la crise interne. Pour les oppositionnels, tous les oppositionnels, L'Humanité c'est le journal qui refuse les tribunes libres, c'est le journal qui matraque du Marchais comme la télé peut matraquer du Giscard. « Notre presse est baillonnée. Il faut le dire avec calme, elle est baillonnée. Pourquoi ne pas avoir l'honnêteté intellec-

tuelle de dire ce qui est ? » Ainsi s'exprimaient il y a quelques jours deux d'entre eux. Le souci de Leroy, directeur de l'Huma, est donc de ravalier un peu la façade du vieux monument pourri. Pour cela, le PCF ne lésine pas sur les moyens, et donc sur les dépenses. Il a de quoi. Il y aura donc de la couleur dans l'Huma. Il y aura, outre les pages régionales de Rhône Alpes, deux colonnes quotidiennes d'actualités régionales là où l'Huma est imprimée en fac similé. Il y aura une rubrique « Idées » bi-hebdo-

madaire, à l'image de celle qui existe déjà et où s'expriment les Seve, Besse, Carozzo, idéologues de la direction.

La deuxième considération prise en compte par la direction du PCF pour changer la formule de son journal, c'est le désir qu'il soit un meilleur support publicitaire, et donc qu'il rapporte plus d'argent. Depuis quelques semaines, L'Humanité fait d'ailleurs une intense campagne auprès des agences publicitaires, en vantant les mérites de ce support. On apprend ainsi que « L'Humanité a le lectorat le plus jeune, situé dans la tranche d'âge où les principaux achats sont effectués ». On apprend que « L'Humanité possède le pourcentage de lecteurs actifs le plus important de la presse quotidienne de Paris. Ils se situent dans les couches professionnelles dont le pouvoir d'achat est au-dessus de la moyenne nationale ». On apprend que « L'Humanité est un journal qui n'hésite pas à

valoriser les annonceurs ». On apprend enfin que le développement des recettes publicitaires est au-dessus de la moyenne des autres quotidiens : +21,52 fin août 1978. De fait, si on prend en compte les tarifs de l'Huma, on constate que le journal du PCF a reçu la semaine dernière, par exemple, plus de 10 millions anciens d'annonceurs aussi divers que la Samaritaine, le Crédit Lyonnais ou RTL. Cet aveu de bonne santé de l'Huma, destiné évidemment aux professionnels de la publicité, contraste singulièrement avec le fameux thème du « complot » dont les militants sont abreuvés.

Plus de publicité, de la couleur, des pages régionales, de nouvelles rubriques, L'Humanité change. Sa forme, une fois de plus. Car pour le reste, il suffit de voir la Une du « nouveau » journal. Qu'y trouve-t-on ? Un éditorial de Marchais, comme avant !

N.D.

● Les grandes familles

Même dépossédés d'une partie de leurs actions dans la sidérurgie, les maîtres de forge ne sont pas à plaindre. Ils ont, comme on dit, de la famille bien placée. Qu'on en juge selon la petite enquête qu'a effectuée Témoignage Chrétien : Françoise Missoffe, député RPR, femme de François Missoffe, chargé de mission de Giscard, a comme père Emmanuel de Mitry, principal dirigeant du groupe De Wendel. Emmanuel de Mitry est lui-même l'arrière petit-fils de Marguerite de Wendel, et sa mère était l'arrière petite-fille de Charles de Wendel. La sœur de Françoise Missoffe est l'épouse de Jean-François Poncet, ancien secrétaire général de l'Elysée.

Robert Galley, ministre de la Coopération, a épousé Jeanne Leclerc de Hautecloque, fille de Thérèse de Gargan, cousine germaine d'Emmanuel de Mitry. Le fils de De Gaulle, Philippe, a épousé une petite-fille de De Wendel. Une arrière petite-fille de De Wendel, Elizabeth de la Bourdonnaye, a épousé en seconde nocé Robert Debré, le père de Michel. Une des filles de son premier mariage, Ariane de la Bourdonnaye, est l'épouse de Yves Guéna, secrétaire du RPR...

Quant au traditionnel rival des Wendel, Schneider, il n'est pas en reste : la femme de Giscard est une Schneider.

● Restrictions de l'accueil d'étudiants étrangers

La circulaire de Bonnet sur la restriction du nombre d'étudiants étrangers en France entre en application à l'occasion de cette rentrée universitaire. Cette circulaire soumet les étudiants à trois conditions : une attestation de pré-inscription, une attestation de ressources (les candidats à l'inscription doivent prouver qu'ils possèdent au moins 8 000 F en banque), enfin la consultation du « fichier d'opposition » pour vérifier s'ils n'ont pas fait l'objet d'une interdiction de séjour. Des mesures plus insidieuses sont prises : c'est ainsi qu'à Grenoble, le CROUS a décidé de limiter à 12,5 % la proportion d'étudiants étrangers admis en résidence universitaire.

● Rapport Le Tac sur la TV : la faillite !

Selon le Centre d'Etudes d'Opinion, en un an, les trois chaînes de télévision ont enregistré une baisse globale d'écoute de 12,5 %. C'est là un des chiffres que les députés qui participeront jeudi à l'Assemblée nationale à un débat sur le rapport présenté par Joël Le Tac auront en tête. Dans ce rapport, Le Tac s'interroge sur le bien fondé de la réforme de 74 qui fit disparaître l'ORTF, réforme, selui lui, « élaborée à la hâte, pour ne pas dire bâclée ». Selon Le Tac, les programmes sont « médiocres ». Le rapporteur met aussi en cause le système de répartition des crédits aux différentes chaînes en fonction de leur audience respective. Le coût de fonctionnement de ce système revient plus cher que les sommes qui sont allouées à telle ou telle chaîne ! Le rapporteur s'attaque aussi à la question de la Société Française de Production (SFP) en grève en ce moment ; société en pleine déconfiture qui enregistre un déficit de 12 milliards de centimes.

Deux autres questions notamment sont examinées : la question des frais divers de gestion qui ont progressé de 83 % en 4 ans et de la progression de la publicité qui occupe chaque année une part plus importante dans les programmes.

● Non-lieu pour quatre autonomistes corses

José Stromboni, Jean Nicolai, Louis Acquaviva et Louis Sarrochi, militants autonomistes corses connus, avaient été arrêtés en septembre 1977 après une alerte à la villa du procureur de Bastia. Malgré un dossier vide, l'affaire était transmise à la Cour de Sûreté de l'État. Stromboni et Nicolai restaient en détention plus d'un mois. La Cour de Sûreté, en prononçant jeudi quatre non-lieux, s'est vue contrainte de désavouer le « zèle » de la police.

Nouvelles de Franche-Comté

● Un ouvrier transformé en torche vivante à Héricourt

Occupé à nettoyer un récipient, un ouvrier a été victime d'une violente explosion sur un chantier de la ZUP d'Héricourt. Brûlé au 3^e degré, il a dû être transféré par avion au centre des grands brûlés de Lyon. Il semble que le récipient en question contenait une sorte de mastic pour faire des joints entre les éléments préfabriqués de béton.

● Quatre cheminots tués en deux mois dans la région

Après l'écrasement d'un cheminot qui déchargeait du matériel à Besançon, après la collusion de Luxeuil, qui a fait deux morts parmi les conducteurs, un quatrième cheminot de la région a été tué, heurté par une machine alors qu'il se rendait à son travail à Perrigny, près de Dijon.

● Pour la première fois, grève aux montres Yéma

Mercredi 18 octobre restera une date dans les annales du syndicalisme à Besançon, et à Yéma en particulier. En effet, une des plus grosses entreprises horlogères de la ville après Kelton, Yéma, n'avait jamais connu de grève depuis sa création, à part dans sa filiale Sormel, en mai 1978. Pas de syndicalisme actif non plus. Il y a quelques mois était créé un syndicat CGT et la semaine dernière, près de 70 % du personnel était en grève, pour exiger une augmentation de salaire, la semaine de 40 heures (elle reste à 42 heures), et divers autres avantages comme des blouses...

Après un jour de grève, la direction accordait 100 F d'augmentation pour les plus bas salaires, 4 % pour les autres, un programme de réduction d'une demi-heure des horaires en un an, les blouses, et un aménagement plus souple de la prime d'assiduité. Ce qui, selon la direction, aboutissait à une hausse des salaires de 14 % en un an. La CGT a appelé à poursuivre la grève l'après-midi.

Dans la région, les grèves ne se limitent donc plus au secteur public. La grève chez Yéma fait suite à celle de la Maveg, et celle de Mischler, à un débrayage à la SOCOP (6 % d'augmentation sur deux mois).

● Dôle : grève aux cycles Gottfried

Cette usine qui fabriquait des vélos Jeunet, avait été fermée, et ce n'était qu'au bout d'une longue lutte que 40 travailleurs avaient été réembauchés par Gottfried. La semaine dernière, ils ont fait la grève, avec la CFDT, pour demander une augmentation de salaire, la garantie de salaire en cas de diminution d'horaire (ils font encore 45 heures). La grève se poursuit, la direction alsacienne trainant à venir négocier.

De notre correspondant de Besançon

● Le ministère du Travail pris en flagrant délit !

«Erreur de traitement informatique» a dit le ministère du Travail pour justifier la grosse «erreur» commise sur le calcul du taux d'augmentation du salaire horaire ouvrier. Ce n'est pas 5 %, comme il avait été annoncé, mais 4,2 % pour le deuxième trimestre de l'année en cours. On se souvient qu'à l'époque, ce chiffre avait donné lieu à toute une campagne gouvernementale envers les chefs d'entreprise, les menaçant de «sanctions» s'ils faisaient preuve de «libéralisme», de «laxisme», en augmentant «trop» les salaires. Une «erreur» qui a bien servi ses auteurs.

FORTE MOBILISATION DES POSTIERS MAIS... PEU DE PERSPECTIVES

L'appel à la grève lancé par les syndicats dans les postes à partir du 24 octobre suscite en ce moment de nombreuses discussions parmi les postiers. Non que le «climat» ne soit pas favorable. Au contraire : les mouvements de grève se sont multipliés dans la dernière période, principalement dans les centres de tri : Pontoise, Créteil, Paris-Brune, Le Mans, Rennes, Lyon-Perreche et bien d'autres encore. Dans tous les centres, la lutte a porté sur la

question des effectifs et en liaison la dégradation des conditions de travail, les sanctions... Incontestablement, il y a un fort sentiment de ras-le-bol chez les postiers et la question est largement posée d'entrer en lutte.

En lutte oui, mais pour obtenir quelque chose, pour une lutte conséquente. Or, la réflexion que font spontanément les gars c'est : «Encore une journée d'action, et chacun son tour. Et puis après, on reprendra le boulot. On

connait ça. Ce n'est jamais comme ça que l'on obtient quelque chose».

Nombreux sont les postiers qui, comme on dit, «en ont gros sur la patate». Souvent, revient dans les discussions, la grande grève de 74 et son échec. Et puis, toutes les autres depuis... très peu de succès ; jusqu'à «l'affaire Llamas» au centre de tri de Créteil ; échec également. Le bilan est lourd pour les responsables, pour ceux-là qui, de mouvement abandonné ou car-

rement trahi en manque total de perspective de lutte quand les travailleurs étaient prêts, en sont encore aujourd'hui à rabâcher leurs éternelles journées d'action. Très largement, les postiers ne se font pas d'illusion sur l'efficacité de ce type d'action, mais la question n'est pas pour autant résolue. Peut-on parvenir à réunir les conditions pour une lutte efficace dans les postes ? Comment s'y prendre ? Ne peut-on, malgré tout, se servir de ces journées comme point de départ pour aller plus loin ? Dans certains centres de tri, des postiers se sont posés cette dernière question avec plus d'insistance. A St Lazare, Austerlitz, Gare du Nord par exemple, l'éventualité est sérieusement envisagée.

Parmi les postiers les plus combattifs, des idées sont en germe, des initiatives ont parfois été prises pour pallier à la défection des directions syndicales ; mais il est vrai qu'elles restent encore trop limitées face au poids de l'inertie engendrée par les états-majors syndicaux.

Ainsi, ces journées, visiblement décidées pour couper court à l'importante mobilisation qui s'est fait jour ces derniers temps dans les postes, se présentent dans une situation contradictoire du point de vue des travailleurs : d'un côté une forte mobilisation, pour les effectifs et les conditions de travail et d'autre part, des hésitations, des interrogations liées surtout à l'attitude des directions syndicales. Sans aucun doute, ce sont ces questions qui seront au centre des discussions des postiers qui, malgré tout, voudront participer à ces journées.

Corresp.

NEUVES MAISONS : 3 MOIS D'ATTENTE

Dans le cadre de la journée d'action du 19, dans la sidérurgie, les travailleurs de Neuves Maisons et leurs syndicats ont protesté contre la situation d'attente qui dure depuis trois mois maintenant.

Le matin, les représentants des syndicats, à la réunion du comité d'entreprise, ont réaffirmé les revendications des sidérurgistes : finition de l'aciérie, garantie de l'emploi, réduction du temps de travail sans perte de salaire.

Devant le silence de la direction, les syndicats ont quitté la séance du comité d'entreprise. En fin d'après-midi, un meeting, devant l'entrée principale de l'usine, a rassemblé plusieurs centaines de travailleurs. Après l'intervention faite au nom de l'inter-syndicale, un délégué CFDT prit la parole : «La situation qui dure depuis trois mois devient intolérable, mais il faudra certainement lutter encore longtemps et plus dure-

ment», car, «c'est contre tout un plan de restructuration qu'il faut lutter, plan qu'ont subi les travailleurs d'Usinor, contre lequel se sont opposés les travailleurs de la SMN à Caen». Pour cela «nous refusons d'opposer le bassin de Longwy contre celui de Neuves Maisons, nous refusons d'opposer les sidérurgistes entre eux». Et de conclure que face à cette situation il faut s'unir plus fermement.



Après l'agression policière à Metz (Woippy)

COMMUNIQUÉ DU COMITE DE COORDINATION DES FOYERS EN LUTTE

Le Comité de Coordination dénonce les actions fascistes de la police et de la Sonacotra.

Des milliers de travailleurs immigrés poursuivent actuellement la grève des loyers dans les foyers Sonacotra.

Les résidents du foyer de Woippy (près de Metz) ont été l'objet mercredi 18 octobre d'une agression sauvage perpétrée par des forces de police.

Une vingtaine de résidents ont été blessés lors de l'attaque, huit d'entre eux hospitalisés, quatre gardés en observation dont un avec un traumatisme cranien, un autre dans le coma. Plusieurs ont été arrêtés par la police.

Pourquoi cette violence ?

La Sonacotra a échoué devant plusieurs tribunaux qui n'ont pas ordonné l'expulsion des résidents. C'est pourquoi elle est particulièrement déterminée à profiter des rares cas où la décision en appel lui a été favorable pour «faire un exemple», c'est-à-dire réprimer sauvagement les grévistes.

Tout ceci avec l'aide d'un Secrétaire d'État, Lionel Stoléro, qui s'était engagé à mettre fin au mouvement revendicatif avant le 1^{er} janvier 1978.

Les violences incroyables du foyer de Woippy montrent clairement les moyens que le pouvoir en place entend mettre en œuvre pour «résoudre» le conflit en cours.

La France serait un pays de liberté... Liberté pour qui ? Le gouvernement, confronté à une lutte

puissante et prolongée pense courir un risque politique minime en faisant le choix politique ignoble de recourir aux méthodes les plus sauvages contre les travailleurs immigrés. Demain, il pourra frapper l'ensemble de la classe ouvrière, avec ces moyens et d'autres (tel la loi anti-grève). Le Comité de Coordination et les résidents en lutte, ne croiseront jamais les bras devant de telles attaques, leur riposte sera toujours immédiate.

Ni les menaces, ni les intimidations, ni les interventions policières dans les foyers ne pourront nous empêcher de défendre nos droits et nos revendications contre la Sonacotra, l'ADEF, l'AFRP, etc.

Le Comité de Coordination appelle l'ensemble des résidents grévistes et tous nos camarades français et immigrés solidaires de nos intérêts à préparer la riposte contre les mesures racistes du pouvoir.

Nous appelons toutes les organisations syndicales et les partis politiques à prendre leurs responsabilités face à la multiplication des attaques policières contre les travailleurs immigrés.

**A BAS LA REPRESSION POLICIERE !
VIVE LE COMITE DE COORDINATION !
VIVE LA LUTTE DES RESIDENTS !
FRANÇAIS IMMIGRÉS UNISSONS-NOUS
POUR LA RIPOSTE !**

Paris le 19 octobre 1978

«Le Mouvement pour les droits de l'homme ne pourra ébranler seul la machine judiciaire soviétique, s'il ne parvient pas à intégrer les larges masses, et particulièrement la classe ouvrière».

Le 25 août 1968, avec six autres de ses camarades, Victor Fainberg manifestait sur la Place Rouge contre l'invasion soviétique en Tchécoslovaquie. Alors que la délégation tchécoslovaque sortait du Kremlin, où Brejnev lui avait imposé la capitulation, les manifestants déployaient des banderoles : «Vive la Tchécoslovaquie libre et indépendante !» «Bas les pattes devant la République indépendante de Tchécoslovaquie !» «Pour votre et notre liberté !». Les agents du KGB se précipitaient, Victor Fainberg était particulièrement malmené, les policiers lui cassaient les dents dès les premiers instants.

Cet ancien ouvrier dans les années 50, devenu spécialiste en histoire de l'art, consacre depuis l'essentiel de sa vie à la lutte contre la dictature fasciste. En 1970, alors qu'il est interné en hôpital psychiatrique spécial, il envoie un appel à l'ONU où il dénonce en détail le système de la

répression judiciaire. Expulsé d'URSS en 1974, il continue le combat en Angleterre et en France : soutien au syndicat libre des travailleurs d'URSS qu'il présente dans une conférence de presse à Paris, qu'il appelle à soutenir à la tête d'un groupe de dissidents manifestant avec les syndicats le 1^{er} mai à Paris ; défense de Orlov, Guinzbourg, Podrabinek. Au théâtre d'Orsay, en juin dernier, il fait partie du groupe de dissidents qui lance un appel au boycott de l'URSS fasciste. Le 25 août dernier, avec Natalia Gorbanevskaja et Vadim Delaunay, en commémoration de la manifestation de la Place Rouge, il appelle à la solidarité avec le peuple tchécoslovaque, lors d'un regroupement devant Beaubourg.

Or, c'est lui qui, en mai dernier, lors d'une conférence organisée au Portugal «sur la menace de l'impérialisme russe» était traité de «provocateur» par les membres d'une délégation fran-

çaise qui le rouaient de coups et laissaient pour compte à l'aéroport sans argent. Ces gens-là qui osent se présenter comme des marxistes-léninistes, s'étaient déjà illustrés sordidement en appelant à soutenir les listes giscardiennes aux dernières élections. Nous condamnons fermement ces pratiques odieuses dont a été victime Victor Fainberg.

Nous avons, pour notre part, toujours affirmé que les divergences qui peuvent exister entre nous et les représentants du mouvement des dissidents sur l'origine de la dictature fasciste qui sévit en Union soviétique, ne sauraient empêcher le combat qui nous unit pour dénoncer le social-fascisme soviétique. C'est pourquoi nous avons donné et nous continuerons à donner la parole aux courageux porte-parole du mouvement dissident, comme aujourd'hui avec l'interview de Victor Fainberg.

INTERVIEW DE VICTOR FAINBERG

Dissident soviétique

Propos recueillis par J. et A. FECLAZ (Traduit par nos soins)

— QdP : Au cours de ces derniers mois, la répression a frappé un grand nombre de dissidents soviétiques, parmi les plus connus, Orlov, Guinzbourg, Chtcharanski, Podrabinek, Khlebanov. Quelle est la situation du Mouvement après cette vague de répression ?

— Victor Fainberg : Je pense que cette victoire, remportée par la machine judiciaire soviétique, est une victoire à la Pyrrhus. En effet, ils ont frappé, physiquement, les membres les plus actifs des groupes pour la Surveillance des Accords d'Helsinki, ils les ont mis à l'écart. De ce point de vue, cela a quelque peu affaibli, provisoirement, le travail de ces organisations. Mais du point de vue politique et psychologique, ce fut une défaite terrible. Ce fut une défaite aussi importante pour les dirigeants soviétiques, dans leur lutte contre le mouvement, que celle qu'ils ont subie, début 1968, quand ils ont lancé leurs premières offensives.

Face à la répression, le Mouvement s'est renforcé

D'abord parce que ces procès, ces arrestations, sont l'occasion d'une nouvelle mise à l'épreuve pour le Mouvement tout entier, et pour chacun de ses représentants pris individuellement, l'épreuve du feu. Et non seule-

ment le Mouvement a bien supporté l'épreuve, mais en plus, cela a aguerri sa force morale, sa fidélité à ses principes. Par exemple, lors de la première offensive, certains, sous la pression de l'instruction, avaient renoncé à leurs convictions, avaient lâché leurs camarades. Cette fois-ci, il y a eu des pressions sans précédent, par exemple, une attaque terrible contre Chtcharanski. Malgré cela, parmi tous les groupes Helsinki de Moscou, d'Ukraine, de Lituanie, de Géorgie, d'Arménie, on ne connaît que deux cas de personnes qui ont flanché au cours de l'instruction. Ce sont Gamsakhurdia et Kostava ; on n'en connaît pas d'autres.

De plus, si après la première offensive et les offensives précédentes, il fallait un certain temps avant que ne se reforment les rangs des défenseurs des droits de l'homme, qu'ils ne se remettent de cette terrible épreuve morale, cette fois-ci, on a vu très rapidement se reconstituer les comités Helsinki. Par exemple, juste après l'arrestation de Podrabinek, un psychiatre, Volochanovitch, est venu prendre sa place. Il y a autre chose : après les précédentes épurations, les dissidents devaient se réorganiser entre eux parce que les gens avaient peur et une partie des sympathisants se mettait à l'écart. Cette fois-ci, nous avons vu exactement le contraire : à la suite de ces procès, de nouveaux compagnons sont venus

se joindre au Mouvement. Et ceux-là même qui étaient à la périphérie du Mouvement sont devenus les plus actifs.

Un réel contact avec le peuple

On voit s'amorcer un nouveau processus. Jusqu'alors, le Mouvement des Droits de l'Homme était un mouvement interne à l'intelligentsia. Il se crée maintenant un réel contact avec le peuple, un contact idéologique plus profond que celui que réalisait la diffusion des œuvres de nos poètes, de nos chansonniers, comme Galitch, etc. Les idées des droits de l'homme pénètrent profondément les masses. Et grâce au combat mené, la peur a pu être surmontée et les groupes Helsinki nouent des contacts avec de nombreux travailleurs, avec de nombreux groupes religieux persécutés. Souvent, ce sont les travailleurs qui ont l'initiative de ces contacts, ce qui n'était pas le cas avant, car ils avaient peur.

Enfin, encore un fait très important : les premiers sympathisants de notre mouvement le voyaient comme un mouvement non politique, un mouvement simplement moral, juridique, etc. Et maintenant, ce n'est plus seulement ça. Nous prévoyons que notre travail créera, à un moment donné, les conditions pour la naissance d'un mouvement



Youri Orlov : fondateur du groupe Helsinki de Moscou, condamné à 7 ans de camp de travail en mai 78.



Alexandre Guinzbourg : condamné pour la seconde fois à 8 ans de camp en juillet 78.

syndical et politique démocratique. Cette constatation me touche particulièrement, moi qui, en tant qu'ouvrier, ai durement ressenti cet isolement de la classe ouvrière. Je suis persuadé que la machine juridique soviétique est une structure tellement solide que le Mouvement pour les Droits de l'Homme seul ne pourra l'ébranler, s'il ne parvient pas à intégrer les larges masses, et particulièrement la classe ouvrière. Or, nous venons de voir naître le premier mouvement organisé de la classe ouvrière, le syndicat libre. Cette naissance

reflète les changements psychologiques qui se sont produits dans la conscience de la classe ouvrière au cours de ces dernières années, ainsi que la stagnation générale de la production économique soviétique, et le renforcement de l'exploitation de la classe ouvrière. En même temps, ce mouvement est lié fortement, mais non directement, au Mouvement pour les Droits de l'homme...

A suivre

Pierre-Bénite (Rhône), après la fuite d'acroléine

CINGLANT DÉMENTI A LA DIRECTION DE PCUK

Les 1 500 ouvriers toujours en grève

Alors que les travaux de la commission d'enquête ne sont pas terminés, PCUK a trouvé un «coupable» de la fuite d'acroléine survenue jeudi dernier à Pierre-Bénite (Rhône) : un contre-maître, chef de poste à l'atelier d'acroléine, délégué CGT au CHS.

Il n'aurait pas, selon la direction, appliqué «la consigne 3 444». Ainsi donc, ce ne serait pas l'absence de véritables mesures de sécurité, ni l'incroyable mépris de PCUK pour les conditions de travail qui seraient à l'origine de l'accident, mais monsieur P... !

La manœuvre est claire : diviser les travailleurs en cas d'accident et masquer ses responsabilités.

Aussitôt la mise à pied connue dès jeudi midi, à l'appel des syndicats CGT, CFDT et FO, les quinze cents ouvriers et techniciens de PCUK se déclaraient en grève illimitée, bloquaient et fermaient l'usine pour exiger de la direction la levée de la sanction. Toute production était arrêtée ou mise en régie technique, seules les équipes de sécurité pénétraient dans l'usine.

Quant à la consigne 3 444 il faut chercher un certain temps avant de savoir à quoi elle correspond : c'est un changement de circuit, avec fermeture de vanne, au moment où l'acroléine redescend de 100° à 50° et

qu'elle passe à 70°. S'il semble que cette manœuvre ait été exécutée avec du retard, le problème n'est pas fondamentalement là. «C'est invérifiable. Autrefois les consignes étaient différentes et elles peuvent changer encore ! Non, il n'y a pas faute. Il n'existe aucun moyen de vérification possible et aucun système d'alarme dans la salle de contrôle. Mais ce qui révolte le plus les gars, c'est que cette sanction ait été prise avant même que la commission d'enquête ait publié ses conclusions. Conséquence : vendredi après-midi, le représentant de la caisse maladie suspendait pour ces raisons sa participation à la commission d'enquête.

Vendredi 15 h, 300 travailleurs de PCUK sont rassemblés devant le portail en attendant le résultat de la nouvelle entrevue avec la direction et la publication des travaux de la commission d'enquête réunie à la demande des syndicats. Parfois, des provocations de cadres qui, accompagnés d'huissiers, tentent de forcer l'entrée.

Vendredi 20 h : la commission d'enquête, après s'être rendue sur place dans l'atelier d'acroléine apporte un cinglant démenti à la direction de PCUK. Les consignes ont

bien été appliquées, à la température et au moment voulus. L'argument de la faute s'écroule, et c'est PCUK qui apparaît comme le seul et le vrai coupable.

Lundi matin 8 h : Les portails de l'usine sont toujours cadenassés. Les camions et wagons sont alignés le long des rails attendant leur déchargement. La cour de l'usine est vide, l'air déjà parsemé de longues fumées noires des installations chimiques environnantes.

Autour du haut-parleur installé devant l'usine, parfois monsieur untel est demandé pour l'équipe de sécurité, 800 travailleurs sont rassemblés. Ils ne connaissent pas tous encore les résultats de la commission d'enquête, ce qui doit être public aujourd'hui.

A la direction de PCUK ? Rien. Depuis vendredi c'est le silence complet, ce silence du coupable qui cherche encore à accuser et à manœuvrer.

Grève pour un agent de maîtrise injustement sanctionné, oui, mais surtout grève pour la sécurité, car il n'est pas question d'accuser un lampiste : il faut imposer des mesures de sécurité suffisantes.

Les 1 500 ouvriers de PCUK sont toujours en grève illimitée.

Corresp. Lyon

Justice

NOUVEAU STATUT POUR LES ENFANTS DE DÉTENUS

Plusieurs «mesures ponctuelles» ont été annoncées par Peyrefitte, ministre de la Justice, au cours d'une conférence de presse tenue vendredi.

Les enfants des détenus ne seront plus automatiquement retirés à leur mère, à l'âge de 18 mois. Désormais, il n'y aura pas d'âge limite, chaque cas étant étudié par une commission. Une conséquence de cette mesure sera la création de crèches dans les prisons.

Des instructions seront envoyées aux parquets pour «éviter l'incarcération des mineurs de moins de 16 ans» en détention provi-

soire et «prononcer le moins possible de peines d'emprisonnement pour ces mineurs.»

Le taux des amendes sanctionnant les infractions en matière de circulation maritime et de pollution des mers va être multiplié par cent. En cas de dégazage en mer par exemple, l'amende pourra atteindre 5 millions de francs, le minimum étant de 50 000 F.

Par ailleurs, la mise en place d'autres mesures, déjà annoncées, doit être accélérée : relèvement des plafonds de l'aide judiciaire, extension de l'expérience des conciliateurs, faite

jusqu'ici dans quatre départements, renforcement des effectifs des greffes, extension de la compétence des tribunaux d'instance.

Enfin, Peyrefitte, qui n'a pas oublié que Mesrine, avant son éviction, avait fait publier un livre écrit en prison, a annoncé que les détenus qui écrivent leurs mémoires ne pourront plus bénéficier de droits d'auteurs. La sortie des manuscrits sera légale mais l'auteur ne pourra tirer profit de la publication. Cependant, Peyrefitte a admis son «impuissance à empêcher la publication de ces livres à l'étranger.»

● Besançon

Intervention policière contre une radio libre

Chaque semaine, le mercredi à 20 heures, les militants de Radio 25 se font le reflet des préoccupations populaires dans la région, ils donnent la parole à ceux qui luttent. A plusieurs reprises, ils s'étaient placés au cœur des luttes bisontines, et malgré toutes les difficultés financières et matérielles (vu le relief accidenté de la ville), ils continuaient les émissions. Mercredi dernier, leur émission était consacrée au mécontentement des habitants de la ZUP de Planoise, face à l'implantation d'une usine (la Mavegl) en pleine zone d'habitation et de détente. A peine l'émission terminée, la police prenait en chasse le véhicule de deux des animateurs et parvenait à les arrêter. Pour près d'un million de matériel a été saisi et ils risquent d'être inculpés au nom de la nouvelle loi sur le monopole de la télécommunication.

La mobilisation de solidarité commence à s'organiser. Diverses actions en public sont prévues et il n'est pas question d'abandonner les émissions.

Correspondance

● L'équipe de France de judo a remporté la finale du championnat d'Europe par équipe, devant l'équipe soviétique.

● Le champion américain d'échecs Bobby Fischer a accepté de rejouer. Il rencontrera le maître yougoslave Gligoric, fin mars 1979, pour la somme d'un million de dollars (environ 450 millions d'AF). On lui prête l'intention de rencontrer ensuite Karpov.

● Un promoteur a été condamné à cinq ans d'emprisonnement et à 40 000 F d'amende par le tribunal d'Orléans, pour escroquerie, banqueroute, et infraction à la législation sur la construction. Il avait laissé un «trou» de 10 341 000 francs.

ECOLE

● Une coordination nationale lycéenne s'est réunie samedi à Montreuil. Elle a élu un nouveau bureau, mis l'accent sur la nécessité d'élaborer les plateformes de lutte et appelé à poursuivre l'action. Concrètement, partout en France, les lycéens sont appelés à se joindre aux travailleurs en lutte et notamment aux postiers qui seront en grève cette semaine. Une nouvelle coordination est décidée pour le 4 novembre à 16 heures.

● Les lycéens à la Bourse

Vendredi après-midi, à 13 heures, 500 lycéens venus d'une dizaine d'établissements de la Seine Saint Denis, ont manifesté devant et aussi dans la Bourse de Paris. Les lycéens étaient venus avec banderoles, tracts, boules puantes et bombes à peinture. Les boursiers ont réagi vivement à l'irruption des lycéens en pleines cotations. Au cours de la bousculade, quelques lycéens ont été blessés, sans gravité ; quant aux boursiers, ils ont eu la douleur de voir leurs costumes maculés de peinture fraîche.

● Grèves et manifestations au Havre

Les manifestations se sont succédées au Havre, la semaine dernière pour protester contre la non-réadmission de huit élèves du Lycée Claude Monet, pourtant autorisées à redoubler leur terminale F 8 (médioco-social). Elles en ont été prévenues huit jours seulement avant la rentrée.

Le mardi 17 octobre, 2 000 élèves de tous les établissements du Havre manifestaient. Le lendemain c'était au tour des professeurs et des parents d'élèves. Le jeudi, à nouveau, les lycéens. Vendredi enfin, une manifestation a rassemblé 2 500 personnes.

Rennes

PLUSIEURS MILLIERS DE LYCÉENS ET DE PROFS DANS LES RUES

Jeudi dernier, un mot d'ordre de grève académique était lancé à l'appel du SGEN-CFDT, du SNES, du syndicat profs et Agents de la CGT. Les lycéens par l'intermédiaire du comité de coordination des lycées rennais, appelaient aussi à l'action.

En début d'après-midi, 2 000 lycéens manifestaient. Un des mots d'ordre les plus repris par le cortège très combatif sera : «Beullac menteur, tu fabriques des chômeurs !» Les banderoles réclamaient la liberté d'expression et d'organisation dans les lycées, pas de travail gratuit dans les CET.

Les lycéens iront se joindre à la manifestation des profs et agents à 17 h. Une délégation reçue par l'inspecteur d'académie ne donnera rien. Malgré l'opposition de l'inspecteur, les lycéens participent à la délégation. Ensuite, l'impo-

sant cortège de plusieurs milliers de personnes s'ébranlera pour parcourir les rues de Rennes en scandant les slogans : «Tularisation de tous les auxiliaires !», «Non à l'école des patrons !», «Pas

d'O.S. à 14 ans !», «Personnel, parents, lycéens, Unité !».

Le lendemain, la coordination lycéenne a tiré le bilan de cette journée qui avait mobilisé beaucoup de

lycéens mais irrégulièrement suivant les lycées. Le lycée agricole du Rheu se remarquait par sa forte participation ; malgré les 5 kilomètres qui les séparent de Rennes, plusieurs centaines d'élèves étaient à la manif !

Pour la coordination, cette journée n'a été qu'un début, elle veut se donner des assises plus solides. Pour cela, elle prévoit jusqu'à la Toussaint, un travail de mobilisation dans chaque lycée, pour envisager un mouvement de plus grande ampleur après les vacances.

De même, pour le SGEN-CFDT, cette journée ne doit pas être sans suite et doit être prolongée par d'autres actions, en outre, il est disposé à apporter son soutien au mouvement lycéen.

Correspondant Rennes

Communiqué du SGEN Créteil

Mercredi 18, à sa réunion académique le SGEN de Créteil, a jugé très positive la manifestation des lycéens et des enseignants du vendredi 13. Il a décidé de renforcer la coordination des sections SGEN par département. La réunion du SGEN 93 (Seine Saint Denis) aura lieu lundi 23 à 18 heures, au lycée Le Corbusier à Aubervilliers.

Par ailleurs, le SGEN de l'Académie de Créteil délèguera des représentants aux coordinations lycéennes existantes. D'autre part, les contacts seront établis entre le SGEN et les fédérations départementales de postiers en vue d'étudier les modalités du soutien que lycéens et professeurs peuvent apporter à leur manifestation du 25 octobre.

Le SGEN Créteil appuiera toute initiative en vue de coordonner les luttes existantes : postiers, cheminots, lycéens.

Erythrée

«APPEL AUX FORCES PROGRESSISTES»

Un appel du Comité Central du FPLE (Extraits)

En juillet dernier, pour la troisième année consécutive, la junte fasciste éthiopienne lançait une offensive massive contre le peuple érythréen, engageant 80 000 à 90 000 hommes dans une guerre de génocide, bombardant et massacrant des milliers de villageois. Cette nouvelle phase de la guerre coloniale était permise par le soutien politique et militaire de l'URSS et de Cuba au régime de Mengistu. Mais le mouvement de libération érythréen, tout en effectuant un retrait tactique de certaines villes d'Erythrée, a tenu tête à cette offensive. Le Front Populaire de Libération de l'Erythrée

Malgré ces succès à court terme, les troupes éthiopiennes sont loin d'atteindre leur objectif. Puisque la guerre de libération nationale du peuple érythréen est une guerre prolongée d'un peuple opprimé, ce n'est pas une offensive de ce genre qui pourra l'anéantir. Armé jusqu'aux dents, de matériel sophistiqué, le DERG dans sa folle obsession, cherche à en finir immédiatement avec la révolution érythréenne. C'est un rêve insensé car on doit se rappeler l'expérience de l'impérialisme américain dans le Sud-Est Asiatique et au Vietnam en particulier.

APPEL AUX FORCES PROGRESSISTES

Notre appel aujourd'hui ne vise pas le DERG ou le colonialisme éthiopien en tant que tel. Car les agissements des militaires éthiopiens au pouvoir n'ont rien de surprenant pour nous. Notre appel vise plutôt à s'opposer à la participation mili-

taire de l'Union soviétique et de Cuba à l'offensive éthiopienne en cours. Ce n'est un secret pour personne que les bombes et les balles qui pleuvent sur notre peuple aussi bien que les bombardiers, l'artillerie et les fusils qui ont donné un second souffle au colonialisme éthiopien sont fabriqués par des ouvriers d'Union soviétique. Nous nous sommes abstenus jusqu'ici de mener une campagne pour exposer la vérité non seulement parce qu'elle pouvait être exploitée par l'impérialisme, mais aussi parce que nous croyions qu'il valait mieux déployer tous nos efforts pour amener ces pays socialistes à réviser leur position erronée. D'autre part, ce n'est ni parce que l'agression du DERG menée avec des armes soviétiques serait juste, ni parce que nous aurions été effrayés par ces nouvelles armes. L'Union soviétique a, tout en fournissant des armes, mené une campagne de calomnie contre la révolution érythréenne. Cependant, nous en tenant à notre position qui était

a repris l'initiative et poursuit la juste lutte de libération nationale. Dans un communiqué rédigé le 1^{er} septembre, qui vient de parvenir en France et dont nous publions de larges extraits, le Comité Central du FPLE qui décrit la guerre barbare à laquelle le peuple érythréen doit faire face, met en cause l'intervention soviéto-cubaine. Il lance un large appel à l'opinion publique internationale pour soutenir la lutte de libération du peuple érythréen et faire cesser cette intervention.

de combattre pour tenter de faire changer cette politique erronée, nous avons gardé le silence. Même au moment où Radio-Moscou et certains organes officiels soviétiques calomniaient notre révolution, allant jusqu'à dire : «La révolution érythréenne est un instrument de l'impérialisme». Nous avons, bien avant le début de l'offensive éthiopienne en Erythrée, mené la campagne qui était nécessaire au sujet de la position de l'Union soviétique et de Cuba auprès des forces et des peuples progressistes dans le monde. La position de nombreuses forces progressistes fut positive. Avant le déclenchement de l'offensive, l'Union soviétique et Cuba avaient, à travers de nombreuses déclarations, assuré qu'ils étaient pour une solution pacifique du problème érythréen et qu'ils ne participeraient pas directement aux opérations. Bien que nous sachions que les armes, les entraînements et l'afflux de conseillers constituaient une participation en soi, nous avons pris en

considération ces déclarations de bonne intention, espérant qu'elles se traduiraient en actes. Cependant, toutes les assurances que l'URSS et Cuba avaient données se sont avérées être un rideau de fumée. En effet, leur participation directe dans l'organisation et la conduite des opérations militaires est prouvée dès le déclenchement de l'offensive. Elle va en augmentant d'autant plus que le DERG n'est pas en mesure de mener seul sa guerre d'agression. Nous avons des preuves flagrantes pour le démontrer. Notre juste lutte face à toute agression ne fléchira jamais.

Ce que nous aimerions éclaircir ici, c'est la raison de cette participation directe. Est-ce pour écraser la révolution érythréenne parce qu'elle serait réactionnaire ? Malgré toutes les campagnes mensongères et les milliers de tonnes de bombes lancées contre notre révolution, sa nature progressiste ne changera jamais. Même si, en supposant qu'on ait anéanti la révolution

érythréenne sous les bombes, c'est pour justifier plus tard une position historique erronée sous prétexte que «c'était réactionnaire», c'est impossible, cela ne peut être. Si c'est dans le but de faire pression sur la révolution érythréenne, il faut savoir que notre peuple ne renoncera jamais à sa juste lutte de libération nationale par crainte des bombardements.

Quoi qu'il arrive, notre combat continuera et vaincra inévitablement. L'histoire des luttes de libération des peuples du monde prouve cette vérité.

Le FPLE lance un appel à toutes les forces progressistes de par le monde pour qu'elles demandent à l'URSS et à Cuba de réviser leur position vis-à-vis de la Révolution érythréenne et cessent leur participation directe aux combats aux côtés du DERG. Nous ne demandons pas grâce et nous ne cherchons pas la pitié. Nous demandons le soutien des forces progressistes et des peuples du monde entier dans notre combat pour faire cesser cette guerre d'agression et d'extermination contre notre peuple, car la lutte qu'il mène est une lutte de libération nationale authentique.

VICTOIRE AUX MASSES !

Le Comité Central du FPLE

Erythrée, 1^{er} septembre 1978

La rencontre arabe de Beit Eddine qui s'est tenue il y a une huitaine de jours, a apporté sa caution à la présence syrienne au Liban. Le mandat de la «force arabe de dissuasion», composée essentiellement de soldats syriens, qui expirait fin octobre, est donc reconduit de facto. Tout au plus, quelques unités séoudiennes remplacent-elles les unités syriennes à proximité des entrées du quartier chrétien d'Achrafieh, à Beyrouth-est. La caution

Points de repères
LA PRÉSENCE SYRIENNE AU LIBAN : POURQUOI ?

arabe ainsi décernée à la présence syrienne au Liban, semble aussi bénéficier de l'accord des États-Unis, qui seraient enclins à appuyer cette présence, dans l'espoir de voir le régime de Damas s'intégrer au processus de régleme-nt conçu à Camp

David. Le désaveu infligé par De Guiringaud aux milices de Camille Chamoun avait d'ailleurs lui-même été appuyé par Washing-

Pour contrôler la situation libanaise, la Syrie a, ces dernières semaines,

concentré ses coups contre les milices fascistes, qui restent de précieux auxiliaires de l'Etat sioniste et de l'impérialisme, et continuent de déployer activement leurs menées isolationnistes ou, à défaut, favorables à la partition du Liban.

Après la guerre d'octobre 1973, les deux superpuissances ont cherché chacune à faire accepter leur règlement dans la région. En janvier 74, les USA sont finalement arrivés à imposer à l'Égypte qu'elle signe avec Israël l'accord du kilomètre 101 qui prévoyait le retrait des troupes sionistes à 30 km à l'est du canal de Suez, l'occupation par elles des cols stratégiques de Mitla et Cidi, le déploiement dans le «no man's land» du Sinaï de 7 000 casques bleus, ainsi que la réouverture du canal de Suez y compris aux navires sionistes. Cet accord favorable aux sionistes brisait l'unité arabe développée au cours de la guerre de 73, il fut à l'époque sévèrement condamné par la Syrie qui déjà à la fin de la guerre d'octobre fut le dernier pays à accepter le cessez-le-feu. Alors que l'impérialisme US marquait des points en amenant l'Égypte à signer un règlement partiel avec Israël par la politique des «petits pas» inaugurée par Kissinger, le social-impérialisme ne ménageait pas ses efforts pour tenter de faire appliquer son «règlement global» et, en s'appuyant sur son

influence dans certains pays arabe, les amener à participer à la conférence de Genève sous l'égide soviéto-américaine. Après la signature de l'accord du kilomètre 101 par l'Égypte, la Syrie se retrouvait isolée, dans le cadre du front nord, face à Israël.

Le régime syrien se décida alors à négocier à son tour, et il obtint un désengagement d'Israël avec l'accord sur le Golan signé le 24 mai 1974. Mais Damas ne pouvant rester isolé devant la menace toujours présente d'Israël cherche à consolider le front nord. En même temps, les dirigeants syriens entendaient établir leur leadership sur un ensemble incluant la Résistance palestinienne, le contrôle de celle-ci pouvant servir de monnaie d'échange dans le cadre de tractations internationales. Leur leadership devait permettre aux dirigeants de Damas de s'imposer comme une force avec laquelle les grandes puissances notamment l'impérialisme américain, devaient compter. La Syrie cherche donc à créer un commandement unifié des forces militaires arabes du front nord avec la Jordanie et l'OLP, un

accord fut signé dans ce but avec la Jordanie en 74. Côté palestinien, il ne produisit rien de tangible, l'OLP étant désireuse de maintenir avec vigilance son autonomie. La Syrie, alors fournie en armes par l'URSS, renoua des relations diplomatiques avec les USA, de manière à obtenir en retour une pression américaine accrue sur Israël, en vue de recouvrer la totalité de ses droits sur le Golan. Ce calcul qui est également celui de nombreux autres régimes arabes, tirer profit des pressions que seuls les États-Unis seraient en mesure d'exercer sur Israël qu'ils pouvaient en armes et en dollars, fut une constante de la politique syrienne, depuis la guerre d'octobre 73.

LA GUERRE DU LIBAN ET L'INTERVENTION SYRIENNE

Commencée en mars 75, la guerre civile au Liban est déclenchée par les forces isolationnistes qui veulent isoler le Liban du monde arabe et de ses luttes anti-impérialistes, qui veulent li-

quider la présence palestinienne au Liban et qui menacent de provoquer la partition de ce pays. Face à ce danger, la Syrie dans un premier temps laisse passer les armes destinées à la Résistance palestinienne et s'oppose aux tentatives de partition des fascistes. Pendant les six premiers mois de 76, les forces progressistes libanaises et la résistance palestinienne qui essaie le plus possible de se maintenir dans une position d'«auto-défense», renversent la situation et à la fin du premier semestre elles se trouvent sur le point d'obtenir la victoire contre les groupes fascistes assiégés dans la montagne. C'est ce moment que choisit la Syrie pour intervenir au Liban et s'opposer à une défaite totale des fascistes.

Si le 31 mai 76 la Syrie intervient militairement au Liban pour réduire la Résistance Palestinienne, c'est parce qu'elle a intérêt au maintien de l'équilibre des forces au Liban, pour poser en arbitre et justifier ainsi sa présence en vue de contrôler ce pays. Le régime syrien craint alors un renforcement de la résistance palestinienne. Il craint que le contrôle de celle-ci ainsi

Damas, opposé hier militairement à la Résistance palestinienne, dans la guerre civile du Liban, est aujourd'hui son allié contre les accords de Camp David. Qu'en sera-t-il demain ? De quels marchandages la présence syrienne au Liban peut-elle être l'objet ? Pour comprendre les données de la situation actuelle, sans doute est-il utile de revenir sur le processus qui a conduit à l'intervention du régime de Damas au Liban.

que des forces patriotiques libanaises ne lui échappe. C'est ce que devait expliquer un mois plus tard, après le déclenchement de l'agression syrienne contre les Palestiniens, un responsable du bureau de l'OLP à Paris, dans une interview publiée par *Front Rouge* où il déclarait notamment :

«Il est évident que les troupes syriennes qui ont envahi le Liban ne l'ont pas fait pour établir l'ordre, ou la paix. La raison de leur intervention est simple : c'est pour mettre le Liban sous influence syrienne ainsi que pour imposer une mainmise sur la Résistance palestinienne après l'avoir affaibli ou liquidé en grande partie. Il y a aussi une raison, c'est pour frapper les forces patriotiques et progressistes libanaises qui prennent les armes — et c'est un élément nouveau dans l'histoire de la lutte des masses arabes —, s'engageant dans le front large des masses arabes anti-impérialistes, anti-sionistes, et contre les agents de l'impérialisme...»

Frank ROUSSEL (à suivre)

Un garagiste tue son fils de 8 ans

UN EFFET DE LA CAMPAGNE SUR L'INSÉCURITÉ

Un événement dramatique vient relancer le débat sur la légitime défense. A Courtenay (Loiret), dans la nuit de vendredi à samedi, M. Golisset, garagiste, 29 ans entend du bruit dans sa cuisine, vers 1 h 30 du matin. Le garagiste, qui a été cambriolé plusieurs fois, a fait l'achat d'une carabine. Il la charge et se dirige vers la cuisine. Son fils, 8 ans, qui avait soif, venait de prendre une bouteille de jus de fruit dans le réfrigérateur. Sans allumer, il remonte vers sa chambre. Son père, persuadé d'avoir affaire à un cam-

bricoleur, ne fait pas de sommation. Il tire et tue net son fils d'une balle dans la tempe.

On ne peut manquer de rapprocher ce fait divers tragique de la campagne soigneusement orchestrée par une certaine presse sur le thème de l'insécurité. De plus en plus fréquemment, se développe le phénomène de l'«auto-défense». L'association «légitime défense» s'est fixé comme but «la défense des personnes inculpées pour avoir abusé du droit de légitime défense en causant la mort de cambri-

oleurs ou de présumés cambrioleurs». La psychose d'insécurité, délibérément développée par les grands moyens d'information, pousse certains petits propriétaires à s'armer et à tirer sur tout ce qui semble menacer leurs biens.

Ce samedi, précisément, se tenait la première assemblée générale de l'association légitime défense à Issy-les-Moulineaux, cette association qui assure la défense gratuite des gens qui ont tiré sur leurs voleurs. A l'issue des travaux de cette assemblée, son

président François Romério a été interrogé sur ce qu'il pensait du drame qui venait de se produire à Courtenay. Pour lui, il s'agit d'un accident. Et d'ajouter : «Nos morts seront involontaires alors que ceux qui résultent de la délivrance de permissions de sortie sont volontaires». M. Romério ne sent pas gêné pour continuer dans la voie qu'il s'est tracée.

La défense de la justice expéditive. Un enfant de 8 ans en est mort.

François NOLET

L'hommage à Ezzedine Kalak et Adnan Hamad

La salle de la Mutualité à Paris était pleine, samedi soir, pour l'hommage à Ezzedine Kalak et Adnan Hamad. Sur la tribune une toile peinte représentait Ezzedine et Adnan de part et d'autre, entourant Jérusalem. Ceci symbolisait le sens de leur mort : mort pour que vive la Palestine. C'était le sens des diverses interventions qui se sont succédées et qui montraient comment Ezzedine Kalak a su accomplir sa mission, comment il a su faire connaître la lutte de son peuple. Nous avons pu, grâce à un film, voir Ezzedine, dans cette salle de la Mutualité, à la tribune de deux meetings précédents : ses discours sont toujours d'actualité : l'un portant sur la lutte à l'intérieur de la Palestine occupée et le refus de «l'autonomie administrative» ; l'autre sur la lutte de son peuple en Palestine et aussi au Liban. Il s'agissait du film réalisé par le Groupe Cinéma de Vincennes sur la vie d'Ezzedine, et qui montrait ses parents, l'exode en 1948, la vie d'exil à Damas, la prison, puis le voyage en France où Ezzedine cherche tout de suite à faire comprendre le combat de son peuple. On le voit ensuite, au Camp de Bourj al Barajneh, au Liban, avec Adnan, pour aider le groupe de Cinéma à réaliser un film sur l'existence des Palestiniens. Les minutes que fait revivre le film, avec Ezzedine et Adnan sont inoubliables. Le père d'Ezzedine et celui d'Adnan étaient là, samedi soir, pour témoigner de la valeur de la phrase qu'a prononcée un jour Ezzedine, après avoir reçu des menaces de mort de la part du groupe d'Abou Nidal : «*Qu'importe une vie devant la lutte de tout un peuple ! Si je meurs, d'autres me remplaceront*». Le père d'Ezzedine et celui d'Adnan sont venus affirmer que la lutte pour laquelle leurs fils ont donné leur vie, n'est pas finie. La Palestine est toujours occupée, et le peuple palestinien en exil.

Le représentant actuel de l'OLP en France, Ibrahim Souss, a clôturé cette soirée d'hommage en rappelant la nécessité de maintenir l'indépendance de la Résistance Palestinienne, unie aux masses arabes. Il a rappelé la ferme dénonciation par l'OLP des accords de Camp David. C'est sous les mots d'ordre de «*Soutien total à l'OLP !*», «*Vive la lutte du peuple Palestinien !*» que le rassemblement s'est terminé.

Yomna El-Khalil

Négociation Egypte - Israël : premier bilan

Les négociations entre l'Egypte et Israël pour la signature d'un traité de paix, viennent d'être interrompues pour permettre à la délégation sioniste de rentrer à Jérusalem en consultation.

A Jérusalem, Moshe Dayan, chef de la délégation israélienne, s'est déclaré optimiste sur la signature du traité de paix. Selon lui, les délégations pourraient se retrouver de nouveau dès mercredi à Washington pour la signature du traité. Il a toutefois fait état de divergences qui subsistent, contrastant par là avec les déclarations du porte-parole du gouvernement américain, selon

lequel l'accord était conclu. Deux points restent en suspens entre les deux délégations :

— le lien entre l'accord égypto-israélien et l'accord avec la Cisjordanie ;

— les modalités des relations diplomatiques et économiques entre Israël et l'Egypte.

Un accord est intervenu sur le principe d'un retrait total des troupes sionistes du Sinaï dans un délai de trois ans. Ce retrait devrait commencer dans un délai de trois à neuf mois ; dans le courant de ce même délai, les relations diplomatiques seraient établies. A Jérusalem, les repré-

sentants du parti religieux ont réaffirmé leur opposition à la signature d'un traité prévoyant un retrait des troupes sionistes.

Au Liban, le calme a été rompu dimanche par quelques tirs d'artillerie à Beyrouth. Le conseil des ministres libanais a réclamé le désarmement des milices. A Beyrouth, les forces syriennes de la force arabe de dissuasion ont été remplacées par les troupes saoudiennes de la FAD.

On apprend que le président syrien Hafez el Assad se rendra en visite en Irak mercredi. Les frontières entre les deux pays, fermées depuis deux ans, viennent d'être réouvertes.

Vague de grèves et de manifestations populaires en Iran

Des manifestations d'étudiants et d'instituteurs se sont déroulées dimanche dans la ville d'Hamaan, dans l'ouest du pays. Des sources gouvernementales reconnaissent que des manifestants ont été tués, sans préciser le nombre. A Qom, un officier et cinq soldats ont été tués par l'explosion d'une grenade. A Zandjan, 60 000 personnes ont défilé en signe de deuil après l'assassinat, trois jours plus tôt, d'un manifestant.

Des incendies, d'origine

encore non déterminée, ont éclaté en divers endroits du pays. C'est ainsi qu'à Tabriz, une usine de générateurs a été partiellement détruite par le feu.

Les grèves se poursuivent dans tout le pays. Touchant au départ les services publics et les administrations, elle s'étend maintenant au secteur privé. La raffinerie d'Abadan est paralysée par la grève ; les postiers sont en grève depuis trois semaines, des débrayages affectent les

banques et les hôpitaux.

A Téhéran, le Shah tente désespérément de replâtrer son régime. Il a annoncé une amnistie pour les prisonniers politiques, au moment où son armée continue de réprimer dans le sang les manifestations. Selon certaines informations, le Shah enverrait à Paris son ambassadeur à Washington, pour tenter une conciliation avec l'Ayatollah Khomeiny. Il est fort peu probable que celui-ci consente à recevoir l'émissaire du Shah.

TCHÉCOSLOVAQUIE

Pavel Kohout, personnalité de la résistance tchèque, signataire de la Charte 77 a été contraint d'émigrer en Autriche.

VOYAGE DE TENG HSIAO PING

Teng Hsiao-ping est arrivé dimanche au Japon pour une visite officielle de huit

jours. Il doit ratifier le traité sino-japonais signé à Pékin en août dernier.

PAYS BASQUE

Deux gardes civils ont été tués et deux autres blessés dimanche à Las Arenas près de Bilbao. Cela porte à 27 le nombre de policiers morts à la suite d'attentats

dans le Pays Basque depuis le début de l'année.

PORTUGAL

Les quatre principaux partis politiques bourgeois portugais ont défilé vendredi chez le président de la République Eanes. C'est lundi soir que devait être connu le nom du nouveau Premier ministre.

Smith aux USA : une visite fructueuse

A la fin de sa visite de quinze jours aux États-Unis, le chef des racistes de Rhodésie, Smith, a déclaré qu'il était très satisfait de ce séjour qui «*dépasse toutes ses espérances*». A l'issue de ces entretiens avec l'administration américaine, un communiqué anglo-américain a été publié vendredi : il relance le projet d'une conférence «multipartite» à laquelle les membres du gouvernement de Smith ont accepté de participer.

L'armée de Smith, pendant que celui-ci négociait avec l'administration Carter, lançait, la semaine dernière, son raid le plus meurtrier contre un camp de réfugiés du Zimbabwe en Zambie. Joshua Nkomo, dirigeant de la ZAPU, a déclaré : «*Cette attaque contre des réfugiés sans défense ne restera pas impunie*».

Premier satellite d'étude de l'environnement

Les États-Unis ont lancé ce lundi le premier satellite d'étude de l'environnement. «Nimbus» pèse 907 kilos et tournera 14 fois par jour autour de la terre. Sa mission consiste à fournir des réponses à trois questions importantes : d'abord, la couche d'ozone qui protège la terre des rayons ultra-violet est-elle menacée par les gaz issus des engrais et des aérosols ? Ensuite, la terre se refroidit-elle ou se réchauffe-t-elle par suite de la pollution atmosphérique ? Enfin, quelle est l'étendue de la pollution des mers et des océans ?

Pour mesurer la pollution atmosphérique, le satellite «lâchera» quelques grammes de lithium, ce qui doit en principe provoquer la formation provisoire d'un immense nuage rouge au-dessus de la Scandinavie.

SAHARA : ATTAQUE CONTRE EL AÏOUN

Vendredi, le Front Polisario a attaqué au mortier El Aïoun, capitale du Sahara occidental occupée par les troupes marocai-

nes. Cette nouvelle opération montre la volonté du front d'intensifier les combats contre le régime annexionniste d'Hassan II, au moment où le processus de négociation avec la Mauritanie se poursuit.

● Des assises sur la question du retraitement des déchets nucléaires se sont tenues ce week-end à Equeurdreville dans la Manche à côté de Cherbourg.

● Trois morts, c'est le bilan de l'écrasement d'un Puma Sa 330 du 6^e régiment de husards et de cavalerie de Compiègne. L'accident s'est produit au dessus du camp militaire du Larzac. Un capitaine et deux sous-officiers en ont été victimes.

● La fusillade de Marseille a fait une dixième victime, M. Fernandez, mort vendredi des suites de ses blessures, sans avoir pu parler aux enquêteurs. Par ailleurs, M. Pierre Michel, juge d'instruction, a été chargé du dossier de l'affaire.

● Le PDG d'une société d'électronique de Montreuil (Seine Saint Denis) a été inculpé d'homicide volontaire. Il aurait été l'instigateur de deux meurtres commis en septembre 1976.

● La nouvelle vignette auto, valable du 1^{er} décembre 1978 au 30 novembre 1979, sera mise en vente à partir du 2 novembre. Les prix ont augmenté de 20 % sauf pour les 5 à 7 CV : 33 %.

● Paul Nivol, inculpé dans l'affaire des courses truquées, avait déclaré que la police l'avait brutalisé pendant son interrogatoire. Deux experts médicaux affirment avoir constaté la présence d'ecchymoses «de formation récente» sur plusieurs points du corps de Nivol.

● La grève du personnel de la SFP se poursuit jusqu'à lundi 23 à minuit. Le mardi, la grève s'étend à l'ensemble des sociétés de radio-télévision.